

# PARLEMENT EUROPÉEN

2004



2009

---

*Document de séance*

FINAL  
**A6-0406/2006**

23.11.2006

**\***

## **RAPPORT**

sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord entre la Communauté européenne et la République du Paraguay sur certains aspects des services aériens (COM(2006)0266 – C6-0308/2006 – 2006/0094(CNS))

Commission des transports et du tourisme

Rapporteur: Paolo Costa

(Procédure simplifiée – article 43, paragraphe 1, du règlement)

### ***Légende des signes utilisés***

- \* Procédure de consultation  
*majorité des suffrages exprimés*
- \*\*I Procédure de coopération (première lecture)  
*majorité des suffrages exprimés*
- \*\*II Procédure de coopération (deuxième lecture)  
*majorité des suffrages exprimés pour approuver la position commune*  
*majorité des membres qui composent le Parlement pour rejeter ou amender la position commune*
- \*\*\* Avis conforme  
*majorité des membres qui composent le Parlement sauf dans les cas visés aux art. 105, 107, 161 et 300 du traité CE et à l'art. 7 du traité UE*
- \*\*\*I Procédure de codécision (première lecture)  
*majorité des suffrages exprimés*
- \*\*\*II Procédure de codécision (deuxième lecture)  
*majorité des suffrages exprimés pour approuver la position commune*  
*majorité des membres qui composent le Parlement pour rejeter ou amender la position commune*
- \*\*\*III Procédure de codécision (troisième lecture)  
*majorité des suffrages exprimés pour approuver le projet commun*

(La procédure indiquée est fondée sur la base juridique proposée par la Commission.)

### ***Amendements à un texte législatif***

Dans les amendements du Parlement, le marquage est indiqué en ***gras et italique***. Le marquage en *italique maigre* est une indication à l'intention des services techniques qui concerne des éléments du texte législatif pour lesquels une correction est proposée en vue de l'élaboration du texte final (par exemple éléments manifestement erronés ou manquants dans une version linguistique). Ces suggestions de correction sont subordonnées à l'accord des services techniques concernés.

## SOMMAIRE

	Page
PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN.....	5
EXPOSÉ DES MOTIFS.....	6
PROCÉDURE .....	8



## PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

**sur la proposition de décision du Conseil concernant relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord entre la Communauté européenne et la République du Paraguay sur certains aspects des services aériens  
(COM(2006)0266 – C6-0308/2006 – 2006/0094(CNS))**

### **(Procédure de consultation)**

*Le Parlement européen,*

- vu la proposition de décision du Conseil (COM(2006)0266)<sup>1</sup>,
  - vu l'article 80, paragraphe 2, et l'article 300, paragraphe 2, premier alinéa, première phrase, du traité CE,
  - vu l'article 300, paragraphe 3, premier alinéa, du traité CE, conformément auquel il a été consulté par le Conseil (C6-0308/2006),
  - vu l'article 51, l'article 83, paragraphe 7, et l'article 43, paragraphe 1, de son règlement,
  - vu le rapport de la commission des transports et du tourisme (A6-0406/2006),
1. approuve la conclusion de l'accord;
  2. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission, ainsi qu'aux gouvernements et aux parlements des États membres et de la République du Paraguay.

---

<sup>1</sup> Non encore publiée au JO.

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Ainsi que l'a établi la Cour de justice des Communautés européennes, la Communauté dispose d'une compétence exclusive en ce qui concerne certains aspects du transport aérien avec les pays tiers qui ont été traditionnellement régis par des accords bilatéraux relatifs aux services aériens entre les États membres et les pays tiers.

Par conséquent, le Conseil a autorisé la Commission, en juin 2003, à engager des négociations avec les pays tiers afin de remplacer certaines dispositions des accords bilatéraux en vigueur par des accords communautaires.

Ainsi, la Commission a négocié un accord avec la République du Paraguay qui remplace certaines dispositions des accords bilatéraux en vigueur en matière de services aériens entre les États membres et le Paraguay.

Les modifications concernent les points suivants:

Article 2 (clause de désignation): pour éviter toute discrimination entre les transporteurs communautaires, les clauses de désignation traditionnelles, se référant aux transporteurs de l'État membre partie à l'accord bilatéral, seront remplacées par une clause de désignation communautaire, qui couvre tous les transporteurs communautaires et de l'Espace économique européen.

Article 4 (taxation du carburant d'aviation): alors que les accords bilatéraux traditionnels tendant à exonérer le carburant d'aviation en général de toute taxation, la directive du Conseil 2003/96/CE restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité autorise une telle taxation pour les opérations effectuées sur le territoire de la Communauté. En vertu de l'article 4, les dispositions de la directive 2003/96/CE s'appliquent également aux aéronefs de transporteurs désignés du Paraguay qui exploitent des liaisons sur le territoire de la Communauté. En outre, le Paraguay a le droit d'imposer des taxes sur le carburant fourni sur son territoire en vue d'une utilisation par un aéronef d'un transporteur désigné d'un État membre qui exploite une liaison sur le territoire du Paraguay.

Article 5 (tarifs): cet article résout les conflits entre les accords bilatéraux et le règlement (CEE) n° 2409/92 du Conseil sur les tarifs des passagers et de fret des services aériens, qui interdit aux transporteurs de pays tiers d'être à l'origine d'initiatives tarifaires pour les liaisons aériennes entièrement intracommunautaires.

Les annexes 1 et 2 énumèrent les accords bilatéraux et leurs articles qui sont visés aux articles 1 à 5 de la proposition d'accord; il s'agit des accords entre le Paraguay et la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni.

L'annexe 3 énumère les autres États visés à l'article 2: l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège – qui relèvent de l'accord sur l'Espace économique européen – et la Suisse, qui relève de l'accord conclu entre la Communauté européenne et la Confédération suisse sur le transport

aérien.

L'accord négocié par la Commission devrait être signé et appliqué provisoirement. La proposition de décision du Conseil autorise le président du Conseil à désigner la ou les personnes habilitées à notifier au Paraguay l'accomplissement des procédures internes nécessaires à l'entrée en vigueur de l'accord.

Le Parlement européen a le droit de donner son avis sur l'accord à l'examen dans le cadre de la procédure de consultation, conformément à l'article 83 (accords internationaux), paragraphe 7, de son règlement, qui se lit comme suit:

"Le Parlement donne son avis ou son avis conforme sur la conclusion, le renouvellement ou la modification d'un accord international ou d'un protocole financier conclu par la Communauté européenne, en se prononçant par un vote unique à la majorité des suffrages exprimés, des amendements au texte de l'accord ou au protocole étant irrecevables."

Compte tenu de ce qui précède, votre rapporteur propose que la commission des transports et du tourisme donne un avis favorable à la conclusion de l'accord.

## PROCÉDURE

<b>Titre</b>	Proposition de décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord entre la Communauté européenne et la République du Paraguay sur certains aspects des services aériens
<b>Références</b>	COM(2006)0266 - C6-308/2006 - 2006/0094(CNS)
<b>Date de la consultation du PE</b>	25.9.2006
<b>Commission compétente au fond</b> Date de l'annonce en séance	TRAN 28.9.2006
<b>Rapporteur(s)</b> Date de la nomination	Paolo Costa 20.6.2006
<b>Procédure simplifiée – date de la décision</b>	20.6.2006
<b>Examen en commission</b>	22.11.2006
<b>Date de l'adoption</b>	22.11.2006
<b>Résultat du vote final</b>	+ : 45 - : 0 0 : 0
<b>Membres présents au moment du vote final</b>	Gabriele Albertini, Margrete Auken, Etelka Barsi-Pataky, Philip Bradbourn, Paolo Costa, Michael Cramer, Arūnas Degutis, Christine De Veyrac, Petr Duchoň, Saïd El Khadraoui, Roland Gewalt, Mathieu Grosch, Ewa Hedkvist Petersen, Jeanine Hennis-Plasschaert, Stanisław Jałowiecki, Georg Jarzembowski, Dieter-Lebrecht Koch, Jaromír Kohlíček, Rodi Kratsa-Tsagaropoulou, Jörg Leichtfried, Fernand Le Rachinel, Bogusław Liberadzki, Eva Lichtenberger, Robert Navarro, Josu Ortuondo Larrea, Willi Piecyk, Luís Queiró, Reinhard Rack, Luca Romagnoli, Gilles Savary, Renate Sommer, Ulrich Stockmann, Georgios Toussas, Marta Vincenzi, Corien Wortmann-Kool
<b>Suppléant(s) présent(s) au moment du vote final</b>	Johannes Blokland, Markus Ferber, Anne E. Jensen, Sepp Kusstascher, Antonio López-Istúriz White, Helmuth Markov, Francesco Musotto, Aldo Patriciello, Ari Vatanen
<b>Suppléant(s) (art. 178, par. 2) présent(s) au moment du vote final</b>	Brian Simpson
<b>Date du dépôt</b>	23.11.2006